

ARCHIVES

DU DIOCÈSE

DE LUÇON

BULLETIN D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE
ET D'ARCHÉOLOGIE RELIGIEUSE

Paraissant tous les trois mois

SOMMAIRE

- I. CHRONIQUES PAROISSIALES : Canton de Fontenay (suite) ;
Pissotte : Chap. IV : Fiefs et domaines (suite), Ad. POIRIER.
- II. BIOGRAPHIES : Martyrs vendéens.
Jean-Baptiste Remaud (fin), P. BOUTIN. — Charles Servant, P.
BOUTIN.
- III. MÉLANGES : Echos et Glanes.

LUÇON

IMPRIMERIE H. REZEAU

—
1938

Abonnement aux ARCHIVES

Vendée et départements limitrophes 13 fr.

Départements non limitrophes 14 fr.

A envoyer à M. le Chancelier, Evêché de Luçon (Compte courant n° 7.160, Bureau de chèques postaux Nantes).

REDACTION

Pour tout ce qui concerne la rédaction, s'adresser à : M. l'abbé Poirier, professeur aux Facultés Catholiques de l'Ouest, 3, rue Rabelais, Angers (Maine-et-Loire).

des héritiers de Jacques Rezeau et d'autre bout à la terre de la borderie du Poyron.

Item une boicellée de terre aud. terrouer, franche de terrage, tenant d'un costé à la terre des héritiers de M^e [Nicolas] Viette, d'autre à la terre de Jean Baranger, d'un bout à la terre de l'oulière et d'autre bout à la terre de la borderie du Poyron.

Item sept boicellées de terre sise au fief des *grands Vaux*, subject à la dixme de la cure de N.-D. de cette ville, proche des Gourfaillies, tenant d'un costé à la terre des héritiers de M^e Nicollas Viette (1) et d'un bout au chemin tendant de Pissot à Puybernier.

Item quatre boicellées de terre ou maison, sise au terrouer *Maunommé*..., tenant d'un costé et des deux bouts à la terre des mestairies des Gourfaillies, d'autre à la terre dud. Raison.

Item huit scillons et demy on terrouer des *Renaudes*..., tenant d'un costé à la terre de Michel *Garfaul* (?), d'autre à la terre de Denis Marchesseau, d'un bout à la terre de la mestairie des Gourfaillies et d'autre bout à la terre de la Chapelle Reyne (2).

Item six scillons au terrouer des *Perchis*, tenant d'un costé à la terre de René Baranger, d'autre à la terre des héritiers Rayneteau, d'un bout à la terre des Gourfaillies et de l'autre bout au fief des Nouelles.

Item une demy boicellée de terre on terrouer des terre des héritiers Barailleau, d'autre à la terre de Michel *Baroiau*, d'un bout à la terre des Granges, d'autre au chemin dudit Pissot en cette ville de Fontenay.

Item une demy boicellée de terre on terrouer des *Denises*..., tenant d'un costé à la terre des héritiers Rayneteau, d'un bout à la terre des Granges, d'autre au chemin qui va de Pissot à Saint-Thomas.

Item une autre demy boicellée, sise aux *ousches* de Pissot, autrement de Mairevent, subjecte au sixte des fruits à lad. seigneurie du Poyron, tenant d'un costé à la terre dud. Fourneau, sieur de l'isle, d'autre à la ter-

(1) Cf. *ibid.*, p. 263.

(2) Voir plus haut, p. 33 (et note 1).

re de la Chapelanie Reyne, et d'un bout au chemin dud. Pissot aux Piaces.

Item vingt-deux journaux de pré sis au pré Dorin, tenant d'un côté à la terre de la chapelle des Viaux (1), et d'autre au pré des héritiers s^r de Cheusse (2) et d'un bout aux terres du sieur de la Noucellière (?)

Item un journal de pré situé en la prée de Maupinson...

Item une borderie située aud. bourg de Pissot, en laquelle fait sa demeure Joseph Roy, qui autrefois fut à feu Jean Jarreau ; aussi un jardin y joignant, lesquels lieux led. sieur du Pinier a dit bien sçavoir et s'en contente sans autre plus particulière désignation et confrontation ; ne sçait led. sieur d'Aujugé en quel fief sont lesd. lieux ni les debvoirs de cens.

Item une autre borderie, où fait sa demeure Vincent Gendron, avec deux pièces de jardin, un devant la porte et l'autre aux ousches *horpiéds* (?), tenant lad. maison d'un côté au grand chemin comme l'on va du cimetière au Pinier et d'un bout à la borderie où demeure Simonet, appartenant au s^r d'Aujugé et un petit lopin aux Baubières à récolter un cent de foin. Item la rante de trente sols *dheue* par led. Gendron sur deux journaux de vigne situés à la grande abbée.

Item une autre borderie, sise aud. lieu de Pissot, où demeure Jean Maillé, avec un jardin, et trente sols de rante *dheue* par led. Maillé sur deux journaux de vigne, un situé en la petite abbée et l'autre au terrouer de la Tampane, tenant lad. maison par le devant au chemin tendant du moulin de Gaschet à l'église, de l'autre côté à autre chemin comme l'on va de l'église au grand pré du s^r d'Aujugé, et le jardin tient d'un bout et d'un côté à la maison et jardin de Pierre Caillaud, sieur de la Rose.

Les deux dernières borderies et leur deppendance sont au fief de la seigneurie du Poyron et y subject à certains debvoirs de cens qu'il ne peut dire et desclarer.

Item quatre livres de rante foncière *dheue* par Simonnet masson demeurant aud. bourg de Pissot sur la maison en laquelle il fait sa demeure.

(1) Voir *Chronique de l'Orbrie* (XI, 550-551).

(2) Cf. *ibid.*, p. 570 (note 1) et 659.

Faits lesdits assentements pour et moyennant le prix de trois cent cinquante livres de rante foncière annuelle et perpétuelle que led. Lamoys a promis et s'est obligé de bailler et payer aud. sieur Agroué par an et par chascun jour premier de mars, dont le premier payement commencera au premier jour de mars d'huy en un an prochain... Desquels lieux cy dessus spécifiés led. s^r d'Ajugé s'est dessaisy et en a saisy led. s^r du Pinier en luy assurant tous droits de propriété, seigneurie et possession, pour en jouir à présent comme de son propre domaine...

Fait et passé aud. Fontenay, en la maison dud. s^r d'Ajugé, le premier jour de mars mil six cent cinquante-sept avant midy... » (1).

Après s'être infligé la lecture de ce contrat — où le vendeur semble avoir, comme à plaisir, multiplié les détails et accumulé les précisions — on n'est guère tenté de supposer qu'il contenait quelques lacunes, voire quelques inexactitudes. Et pourtant, volontairement ou non, le sieur d'Ajugé avait négligé d'informer le sieur du Pinier que plusieurs pièces du domaine — les vignes en particulier — étaient « subjectes » à certaines redevances et à certaines servitudes.

Soit qu'il jugeât cette transformation plus en rapport avec ses intérêts ; soit qu'il y vit un habile moyen de soustraire une partie de sa terre au « sixte des fruiets » dont elles étaient grevées, Claude Lamoys s'avisa d'arracher deux fiefs de vigne et de les « convertir en nature de pré » (2). Comme il avait fait cela « de son *othorité* privée », sans demander l'avis de l'intéressé — en l'espèce le curé de céans — il ne manqua pas de s'attirer les protestations de Messire Renou. Un procès s'ensuivit dans lequel le maître du Pinier risquait de ne pas avoir l'avantage (3). Conseillé par de

(1) Signé : P. AGROUÉ. — LAMOYS. — TRAIN, *not.* — BAUDON, *not.*

(2) Cf. *ci-dessus*, pp. 92-93.

(3) « Comme ainsy soit que procès civils et criminels fussent mus pendants et indécis, tant ès cours de Vouvant, Poitiers qu'au Parlement, entre Messire Mathurin Renou, prestre, curé de Pissot, demandeur et deffendeur d'une part ;

prudents amis, il accepta d'entrer en composition avec son adversaire.

D'où la transaction, qui intervint entre les deux « parties », à la date du 22 mars 1677, et que nous citons presque intégralement (1), car elle peut servir de contribution à l'histoire de la dîme ecclésiastique à la fin de l'ancien régime :

« ...Par devant nous notaires de Vouvant soussignés ont esté présents... M^{re} Mathurin Renou, curé de Pissot y demeurant, et le sieur Claude Lamoys, demeurant en la paroisse d'Andillé-les-Maroy, en Aulnix (2), de présent en ce lieu de Vouvant.

Sçavoir est que ledit s^r Lamoys payera audit s^r curé les lots et ventes (3), dîme, pièce de domaine cy devant vignes, à présent en nature de prés, sise en le *grand clouc*, contenant ledit grand clouc l'emplacement de trente journaux de vignes, dont il y en a dix-sept au fief de la cure de Pissot, tenant vers l'orient au chemin tendant de l'église dud. Pissot au Soucy, du midy au fief de vigne du Petit Clouc appartenant aud. sieur Lamoys, et du couchant au prez de la cure et à autres prez faisant partye du Grand Clouc aussy appartenant aud. sieur Lamoys, et outre dix-sept deniers de cens et rente par chascun an et feste de Circoncision ; les-

Et M^{re} Claude Lamoys, sieur du Pinier, conseiller du Roy et lieutenant en la mareschaussée de la Rochelle, aussy demandeur et deffendeur, d'autre part, tant pour raison de vente et honneurs, demandes en payement de dixmes, restitution de fruits, dellaissement de domaines et autres demandes respectives des parties qui étoient en grande involution de procès, et pour iceux terminer sont lesd. parties condescendues à l'accord et légitime transaction qui s'en suit... ».

(1) *Arch. Vend.*, G. (cure de Pissotte).

(2) Andilly-les-Marais (canton de Marans, Charente-Inférieure).

(3) Le droit de *lodz et ventes* (*laudumias, ventas, vendagium*) était un droit seigneurial imposé sur les immeubles et correspondait à notre *droit de mutation*. Il était dû au seigneur qui autorisait l'aliénation d'un fief. On l'appelait aussi *droit de quint* parce qu'il était du cinquième du prix.

que les ventes et restitutions de dix-sept deniers les parties ont liquidé à la somme de quarante livres, sans préjudice à luy de pouvoir répéter lesd. ventes contre les héritiers Brisson, ainsy qu'il avisera ; et à l'égard d'une autre pièce de domaine, aussy cy devant en vignes et contenant quarante journaux, à présent en pasty, appelé la *plante* à Pipé (1), tenant d'un costé au chemin tendant de Pissot au moulin de Moquesouris, d'autre aux terres dud. Lamoys, d'un bout aux terres de Moreaux, d'autre aux terres de Pierre Dubois et dud. sieur Lamoys.

Plus une autre pièce de domaine, appelée l'ousche de la Pinaudière, contenant deux boicellées, tenant de tous côtés aux jardin, aire et terre de la Pinaudière ; trois boicellées situées aux Bruslées, tenant l'une des deux pièces (deux boicellées), d'un costé au pré du prieuré du Saulse, d'autre aux terres des Petites Gourfaillies et d'un bout au prez de la cure ; et l'autre (une boicellée), tenant d'un costé aux terres de la mestairie des Barrières, d'autre aux terres d'Elizée de la Vallade à cause de Genay, sa femme (2).

Une autre pièce de terre appelée la Gallotte (une boicellée) tenant aux terres de la *métérie* de Guigne-folle, d'autre à celle de M^e Alléaume (3), et à la terre de la *métérie* des Granges (4) et au grand chemin de Fontenay en cette ville de Vouvant, ensemble d'une pièce de vignes contenant douze journaux, appelée la Caillère, sise près le fief des Baubières, et d'autre au fief Robert.

Est accordé aussy que led. sieur curé prendra la douzième partye des fruits y croissans pour droit de dixmes, sauf aud. Lamoys son recours ainsy qu'il avisera contre ses vendeurs pour l'exemption dud. droit de dixme, dommages et intérêts. Et pour les arrérages en sont aussy finis et escomptés à la somme de dix-huit livres.

(1) Voir *ci-dessus*, p. 309.

(2) Voir *ibid.*, p. 92, note 1.

(3) Cf. *ci-dessus*, p. 257 (et notes) et Beauchet-Filleau (*Dict.*, I, 42).

(4) Voir *ci-dessus*, p. 237 (note 1).

Et quant à une autre pièce de dommaine, cy devant vignes et à présent en prez, sise au terrouer des Guil- lonnes, estant en forme *quarrée*, contenant en tout cent cinquante pas dans les fossez qui la renferment, tenant de toutes parts au dommaine dud. sieur Lamoys qui sont son affiage, l'ousche de la Pinaudière et terres à luy appartenant, est pareillement arrêté que led. sieur Lamoys ne pourra enlever aucune partye du foin qui y proviendra qu'il n'aye auparavant averty led. sieur curé et ses successeurs d'y aller choisir son sixte, qui sera ensuite fait mener par led. sieur Lamoys ou les siens à la maison de lad. cure de Pissot.

Et est lad. pièce de dommaine au fief de lad. cure et y sujette à cinq deniers de cens par chascun an et feste de la Circoncision ; et touchant le dit droit de dixme demandé par led. sieur curé, pour dix-neuf jour- naux d'autres vignes situées au tènement des Chaumes, tenant d'un côté à la vigne de *Cherbonneau*, d'autre à la vigne du sieur de *Trié piguace Gallier prestre* (1), d'un bout aux trois boicellées de terre cy après, et

(1) Nous avons reproduit textuellement ce passage qui semble inintelligible, et laisse supposer que le copiste a omis quelques mots essentiels.

Au registre de Pissotte (16 juillet 1629), on lit que « le seziesme jour du moys de juillet... a esté baptizé *Françoise*, fille de noble homme M^{re} Jacques Brunet, s^r du boys *Trié*, et de Louise *Nathy* (?) » et qu'il a eu pour parrain « Paul Porchet, escuyer, s^r de la Court », et pour « *marine* dame Ozanna Motron ».

Ni le *Dictionnaire des familles du Poitou* (II, 48-58), ni la *Chronique de Montreuil* (*Chr. par.*, XI, 130 et suiv.) ne mentionnent ce personnage ; dans le premier ouvrage cité, les *Brunet de Tryé* n'apparaissent qu'à la fin du XVIII^e siècle. (Voir ci-dessus, p. 223, note).

Faut-il lire le sieur de *Trié-Piguace* ?... Dans Beauchet-Filleau (*Diction.*, I, 530 et IV, 222, il est question d'un fief *de Pigace*, ou de la *Pigasse* (« assis près les murs des FF. Prescheurs de Fontenay »), vendu par L. et F. Goion à François Billaud, vers 1565.

Serait-ce une mauvaise lecture (du copiste) pour *Piquart-Gallier* ? (cf. Beauchet-Filleau (*loc. cit.*, III, 682) ? D'autre part ce « *Gallier prestre* » désignerait-il le R. P. Gallier, jé- suite de Fontenay ? (cf. ci-dessus, p. 219).

d'autre à la terre des Baraillaux ; plus trois boicellées de terre labourable, aussy cy devant vignes, sises au terrouer des Chaumes, tenant d'un bout au grand chemin tendant de Pissot aud. moulin de *Moquesourit*, et d'autre auxd. vignes cy dessus, d'un costé à la vigne des héritiers feu Pierre Caillart, d'autre à la vigne de la Grangerelle, est arresté que led. sieur curé fera appeler de gré à gré led. sieur Lamoys en payement dud. droit de dixme, à raison de la douzième partye des fruits... afin que led. sieur Lamoys puisse faire appeler ceux qui luy ont vendu en garantie dud. droit, attendu les clauses portées par ses contrats d'acquisition de l'exemption dud. droit.

Quant à une boicellée et demye, à la *Fosse au chapt*, tenant d'un costé à la terre de Pierre Denfer de la Martinière (1), d'un bout au chemin Caillerant, d'autres aux terres de Pierre Du Bois (2), après que led. Lamoys a denié en estre possesseur, est aussy arresté qu'en ce cas led. sieur curé se pourvoira ainsy qu'il avisera contre les possesseurs d'icelle, et où il se trouvera que led. sieur Lamoys la possède, consent dès à présent que led. sieur curé prenne cy après led. droit de dixme... Et pour le regard de la somme de deux cent cinquante-sept livres, contenue en l'exécutoire du Parlement, datté du 20 décembre mil six cent soixante et quatorze, led. sieur Lamoys les payera aud. sieur curé, revenant les trois sommes cy dessus en une, à celle de trois cent dix-huit livres. Laquelle somme led. Lamoys a promis et sera tenu bailler aud. sieur curé dans un an prochain.

Au moyen de quoy et de tout le contenu cy dessus tous procez mus entre les partyes, ensemble tout ce qui s'en est ensuivy et pourroient ensuivre... demeureront éteints et assoupis.

Les partyes respectivement quittent, sans pouvoir jamais pour raison de ce, se faire aucune question ni demande. Et outre sera led. sieur Lamoys tenu de faire

(1) Voir à l'article des *Goutrfaïlles*.

(2) Cf. ci-dessus, p. 165 (et notes).

ratifier et avoir agréable à damoiselle Catherine Berlaud, sa femme, le contenu de ces présentes... (1).

Désormais tranquille de ce côté, le sieur du Pinier semble s'intéresser davantage à son domaine de Pissotte (2). Il y fait des séjours plus fréquents et plus prolongés ; son nom — avec celui des siens — apparaît, à maintes reprises, aux registres paroissiaux (3) ; il entretient de bonnes relations avec le successeur de M^{re} Renou, M^{re} Journolleau. Un de ses fils (4), *Claude Lamoys*, sieur de la Grange (5), qui s'intitule *chappe-lain*, accepte volontiers les fonctions de parrain, assiste aux mariages, figure comme témoin (6). Un autre — *Pierre-Auguste Lamoys*, sieur du Parcq (7), est aussi plusieurs fois parrain à Pissotte (8).

(1) Fait et passé en cette ville de Vouvant, le 22 mars mil six cent soixante et dix-sept, après midy. — RENOU. LAMOYS. MOURIAU, not. BARON, not.

(2) C'est probablement alors qu'il acquit la Grange (de la famille Viète).

(3) Le 5 juillet 1682, « noble homme Claude Lamoys, sieur du Pinier », est parrain de Catherine Gougneaud, avec « damoiselle Catherine Chatevaire ». (Voir ci-dessus, p. 125, note 2).

Nous avons déjà dit (p. 93, n. 4) que Claude Lamoys figurait au catalogue des *nobles*, dressé, en 1667, par Maupeou d'Ableiges.

(4) Du moins nous le supposons, avec assez de vraisemblance. (Cf. ci-dessus, p. 125).

(5) Sur les Lamoys, seigneurs — en partie — de la Grange, et en particulier sur *Claude Lamoys, sieur de la Grange*, cf. plus haut pp. 239 (et notes), 126 (note 2) et 130 (note 3).

(6) Cf. *ibid.*, pp. 125-26.

(7) Nous n'avons pas réussi à identifier ce fief. Peut-être était-il sur la paroisse d'Andilly-les-Marais.

(8) Le 14 avril 1681, au baptême de Marie Goineau, il signe, comme parrain, *Pierre-Auguste Lamoys, sieur du Parcq* ; la marraine est Marie-Madeleine Journolleau.

Le 24 décembre suivant, au baptême de Pierre Bariteau (fils d'André et de Jeanne Grangereau), « M^{re} Pierre-Auguste Lamoys, s^r du Parcq », est parrain (avec d^{lle} Marie-Marthe de la Vallade). « Le dernier jour de l'an 1689, Pierre Babin (fils de Pierre, « laboureur à charreue » et de Marie Chevalier) a pour parrain « M^{re} Pierre-Auguste Lamoys ».

Le 20 juin 1699, ce dernier épousait, dans l'église du-dit lieu d^{elle} Louise Després. L'acte qui mentionne le mariage du fils mentionne en même temps le décès du père (1).

C'est donc Pierre-Auguste Lamoys qui avait hérité du titre seigneurial. Il continua de le porter quelque temps encore. Au baptême de son premier enfant — *Catherine-Louise* — il est qualifié « seigneur du Pinier » (2). Puis on perd la trace de son titre et de son nom. Entre temps le Pinier avait passé en d'autres mains.

Par suite de quelles circonstances ? Nous avons cherché à le savoir, sans succès du reste. Ce qui paraît certain c'est que le Pinier suivit le sort de la Grange, dont il a été question plus haut (3).

(1) De fait, un acte cité plus haut (transaction, du 11 sept. 1688, p. 245) nous apprend qu'à cette date Claude Lamoys était décédé.

Voici l'acte de mariage de Pierre-Auguste :

« Le vingtiesme jour de juin mil six cent quatre-vingt dix-neuf... je, prestre soussigné... ay reçu le consentement mutuel de M^e *Pierre-Auguste Lamoys, sieur du Pinier*, fils de feu M^e Claude Lamoys et de dame Catherine Bertaud, de cette paroisse, avec d^{elle} Louise Després, fille de feu M^e Louis Després, seigneur de *Morueil* (! ?), et de dame Marie du Bois, aussy de cette paroisse.

Louise Després. — Lamoys. — Louys de la Vallade. — François Mouschard. — Magdeleine Journolleau. — Martinière Denfer. — Renée Petitpas. — Bertrand du Bouchet. — JOURNOLLEAU, curé de Pissot.

Sur « Louis Desprez, écuyer, sgr d'Auzeau », qui épousa, à Niort, le 9 janvier 1659, Marie Dubois (veuve d'André Dabillon), dont il eut six enfants, cf. Beauchet-Filleau (loc. cit., III, 115 et 188). Voir aussi, ci-dessus, p. 265, n. 2.

(2) « Le 19^e jour de juillet a été baptisée *Catherine-Louise*, fille de M^e Pierre-Auguste Lamoys, seigneur du Pinier et de dame Louise Després, *naye* le 18. Le parrain a été M^e Antoine Denfer, s^r de la Martinière, et la marraine d^{elle} Henriette de Cambray ».

Signé : *Henriette-Françoise de Cambray. — Denfer de la Martinière. — Lamoys. — J. Journolleau, c. de P.*

L'enfant mourut le 6 juin 1702, et fut enterrée dans le cimetière.

(3) Voir p. 239 : « Vente de la maison de la Grange de Pissot et autres biens... ».

Saisis sur M^{re} Claude Lamoys et Catherine Bertaud (1), son épouse, puis sur leur fils — et héritier — Pierre-Auguste Lamoys, les deux domaines furent « mis en vente et adjudication par décret... à la requête du procureur général du roy de la cour des Aides » (2).

Pendant une quinzaine d'années, par suite d'on ne sait quels motifs — oppositions (3) et faute d'acquéreurs — l'affaire traîna en longueur. Des fermiers judiciaires furent chargés d'administrer les biens (4). Enfin, en 1719, François Bertrand, sieur de la Fréminière, devenu « premier créancier... comme ayant les droits ceddez des fermiers judiciaires » (5), fut reconnu comme unique propriétaire et put s'intituler seigneur du Pinier.

A quels titres ce personnage — venu, semble-t-il, du Haut-Poitou (6) — intervenait-il dans les affaires de la paroisse ?

(1) Une partie de sa famille habitait la paroisse de Chaix. Le 8 juin 1682, elle assistait au mariage de sa nièce, Marguerite Bertaud, avec Joseph Guibert, s^r du Puy. (Voir *Chron. par.*, X, 277-78).

(2) « ...à la poursuite et diligence de M^{re} Pierre Bory, conseiller du roy, contrôleur général des restes de la Chambre des Comptes de Paris et M^{re} Joseph Périn, chargé par Sa Majesté du recouvrement des debtes comptables de la Généralité de Poitiers... ». (*Arch. Vend.*, B, 15, fol. 195, à la date du 5 juin 1704).

(3) « Oppositions tant à fin de charge que de conserve fut formée — par Renée Agroué et ses sœurs — aux criées, ventes et adjudications par décret des biens saisis sur lesd. Lamoys et Bertaud... ». Elles furent déboutées par arrêt rendu en la cour des Aides de Paris, le 13 juillet 1702. (*Arch. Vend.*, E, 5. Agroué).

(4) Voir *ibid.* : « ...Jacques de Rosny, fermier judiciaire de la maison de la Grange de Pissot, dhommains et droits en dependant... ».

(5) Cf. *ibid.* et ci-dessus, p. 139, n. 6.

(6) Cf. Beauchet-Filleau, *Dict.*, I, 496. Famille de Thouars ou des environs, portant « d'azur à une fuie d'argent, sommée d'un pigeon, accompagnée de deux étoiles d'or en chef et de deux roses tigées feuillées d'argent, posées en flanc ». François Bertrand, s^r de la Fréminière, fit aveu du fief de Varaise au prieuré de Taizé, en 1729.

Nous le voyons, dès 1701, assister au mariage de « noble homme Antoine Denfer (1), sieur de la Martinière et des Gourfaillies, conseiller du roy à Fontenay-le-Comte », avec « demoiselle Françoise-Henriette Cambray ». Celle-ci était sa nièce (2). Le 27 novembre de l'année suivante, il était parrain de sa petite-nièce Catherine-Henriette Denfer (3). La marraine, « d^{elle} Catherine Chatevaire », est qualifiée « son épouse » ; ce qui permet de constater qu'il était marié — depuis quelque temps — avec la veuve de Julien Denfer (4).

Le 9 janvier 1725, à sa filleule — qui était, en même temps que sa petite-nièce, sa petite-fille par alliance — il faisait « une donation » (5). C'était à l'occasion de

(1) « ... Fils de feu M^{re} Julien Denfer, procureur du roy au siège royal et maréchaussée de Fontenay, et de d^{elle} Catherine Chatevère... ».

(2) « ...La ditte Cambray assistée de M^{re} Sébastien Cambray et de d^{elle} Françoise Bertrand, ses père et mère, de la paroisse de Saint-Jouin-de-Marnes. Présents : d^{elle} Catherine Chatevère, mère de luy ; Mathurin et Louis Chatevère, ses cousins germains ; Françoise Bertrand, mère d'elle ; M^{re} François Bertrand de la Fréminièrre, Henry-Annibal Bertrand du Bouchet, ses oncles, Louise Bertrand, sa tante... » (Reg. de Pissotte).

L'acte ne nous dit pas si Bertrand de la Fréminièrre était alors l'époux de Catherine Chatevère ; il l'était, à coup sûr, le 27 décembre 1762. (Voir la note suivante).

On lit d'autre part (Arch. Vend., B, 15 : Plumitif des audiences de la Cour de Vouvent, fol. 320, 1^{er} juillet 1706) : « M^{re} François Bertrand, s^r de la Fréminièrre, contre M^{re} Gabriel Descoublans, escuyer, sieur de Lozelière, pour déclarer ce qu'il doit à l'hérédité de deffunte d^{elle} Gabrielle Bardin, lors de son décès veuve et non commune de feu Daniel Denfer, sieur de l'Isle ».

(3) « Le 27 du mois de novembre 1702 a été Baptisé Catherine-Henriette, naye le vingt et deux du légitime mariage de M^e Anthoine Denfer, s^r de la Martinière et de d^{elle} Françoise-Henriette Cambrai. Le parrain a été M^e François Bertrand, s^r de la Fréminièrre, et la marraine d^{elle} Catherine Chatevère, son épouse » (Reg. Pissot).

(4) Julien Denfer était décédé avant 1701, ainsi qu'il appert de l'acte de mariage de son fils (cf. ci-dessus).

(5) Voir Beauchet-Filleau, loc. cit., I, 496 et III, 67. Ce dernier article renferme plusieurs inexactitudes : lire Frémi-

son mariage avec « messire Jean-François François, sieur du Temps, *licentié ès-loix*, et conseiller de la maison de ville de Fontenay » (1). En quoi consistait cette donation ? Nous supposons qu'il s'agissait du Pinier (2), qui devait revenir à la jeune épouse au décès du donateur. Celui-ci vivait encore en 1732 : un acte du 26 août le qualifie « sieur du Pinier » (3). Il dut mourir peu après (4), car en 1736, c'est « Maître Jean-François François, sieur du Temps », époux de Catherine-Henriette Denfer, qui est dit « propriétaire de la maison du Pinier » (5). Après deux siècles écoulés la famille du temps possède toujours ce domaine.

nière. (au lieu de *Saminière*) ; 11 février 1725 (au lieu de 1726). De plus *Renée* — qui naquit le 6 octobre 1703 — a été omise dans la liste des enfants d'Antoine Denfer.

(1) Ce mariage fut célébré le 17 février 1725 dans l'église de Pissotte. Le contrat en avait été dressé aux Gourfailles (Jobet et Ballard, not.), le 29 janvier précédent.

Ont signé au registre : « DENFER. — BERTRAND. — F.-H. CAMBRÉ. — Françoise DENFER. — Marie-Hélène FRANÇOIS DU TEMPS. — L. FRANÇOIS. — J.-F. FRANÇOIS. — René DENFER.

H. FRANÇOIS DU TEMPS, *prieur de Paillé, qui a fait le mariage* ».

(2) De fait les jeunes époux résidèrent au Pinier ; c'est là — chez les grands-parents — que naquit leur premier enfant (février 1726).

(3) Déclaration des domaines et héritages que je, Messire Mathieu Hudel, prestre, curé de Saint-Remy de Pissot, tiens et avoue tenir roturièrement de vous, Messire Nicolas-René de Massougne... Sçavoir est : huit scillons sis on terrouer des Guillones, tenant d'un costé et d'un bout à la terre de *Maître François Bertrand, s^r de la Fréminiére, seigneur du Pinier, etc...* ». (Voir ci-dessus, p. 200 : Déclaration du 26 août 1732).

(4) Il décéda, en effet, l'année suivante : « Le 18 aoust 1733 a été enterré dans le cimetiére le corps de Maître François Bertrand, sieur de la Fréminiére, avocat en Parlement et chevallier de l'ordre militaire du Saint-Esprit de Montpellier, âgé de 90 ans, en présence de M^e Antoine Denfer, sieur de la Martinière, de M^e François François du Temps, maire de la ville de Fontenay-le-Compte, Jean Martinière, sieur des Gourfailles, Maître Nicollas Nicollas et Nicolas Chabirand, s^r de la Noue » (*Reg. de Piss.*).

(5) D'après une pièce extraite de la Fabrique de Pissotte.

D'ailleurs des liens très anciens rattachaient cette famille à la paroisse de Pissotte. Dès le début du xv^e siècle, il est question — d'après le papier censaire de N.-D. et les notes de B. Fillon — d'un *Jean François*, qui *habitait Pissotte*, et devait des cens sur une maison sise au Marchioux de Fontenay. A Pissotte résidait également un de ses petits-fils — *Pierre François* — qui était échevin de Fontenay en 1471 (1). Aux *Archives de la Vendée* est conservé un aveu — daté du 6 juillet 1500 — rendu par celui-ci à « noble homme Guillaume Bigot, sgr de la Bourlière » (2).

où il est question (encore !) d'un banc, *baillé* par les fabricquans (Pierre Gauvin, procureur syndic, Claude Robin, etc...), à la suite d'une « assemblée générale des habitants ». Ce banc (cf. ci-dessus, p. 58, n. 2) devait être « de grandeur au moins de celluy du feu sieur de la Groix, qui est de l'autre costé et vis-à-vis, moyennant la rente annuelle de deux livres, plus la somme de six livres de pot de vin, pour estre employée au profit de la fabrique et sera ledit banc appelé le banc du Pinier...

Fait et passé audit lieu de Pissot, au devant de la grande porte de lad. église, le 11 novembre 1736... Signé : François du Temps ; Hudel, curé de Pissot ; Robin, fabriqueur ; Nicolas ; Claude Maingueneau ; François Bourdet ; Pierre Gauvin, etc... ».

(1) Voir Beauchet-Filleau, *Diction.*, III, 567. Le même auteur cite Venant François — marié à Perrette Babine — qui habitait Pissotte en 1533 et, le 16 août, y passait un acte d'échange avec Pierre Robert, au sujet d'une maison sise au Marchioux. Sa fille Jeanne, qui épousa Melchisédech Robin, signa, le 6 juin 1609, au mariage de Nicolas Viète avec Jeanne Ailleaume. (Cf. ci-dessus, p. 257).

(2) « Sçachent tous que je, Pierre François, de Pissot, fils et héritier principal de feu Jean François, tiens et advoue tenir, tant pour moy que pour mes cohéritiers, de noble homme Guillaume Bigot, escuier, sgr de la Bourlière, à cause de son dit hostel de la Bourlière, à foy et hommage plain, abonnis à dix-huict sols par mort ou mutation d'homme quand le cas y advient. C'est à sçavoir que je ledit François tiens à mon domaine une boicellée de terre, assise en le ténement appelé le *fief frottière*, etc...

Faict à Fontenay-le-Comte, pour le roy nostre Sire, le sixiesme jour du mois de juillet mil cinq cents ». (*Arch.*

Tout en gardant Fontenay comme centre familial, les François ne tardèrent pas à essaimer dans toute la région. Quelques-uns s'installèrent à Marans ; d'autres à Maillezais, à Chaillé, à Niort, à la Rochelle (1). L'un d'eux fonda la branche de Biossais (2) ; un autre, celle des Barrières (3) ; un troisième, celle du Temps (4).

C'est à cette dernière qu'appartenait le nouveau seigneur du Pinier. Fils de Jean-François François, sgr du

Vienne, C. 522, « Mémoire pour M. Brancheu », copie d'un ancien document).

Voir *ibid.* un autre dénombrement pour le même fief, rendu « par Jean François, de Pissot, en datte du 18 février 1468 ».

(1) Voir *Diction.* Beauchet-Filleau, III, 567-70.

(2) Paroisse de Saint-Médard-des-Prés. Nous y reviendrons dans la chronique de cette paroisse.

(3) En Sérigné. Le premier sieur des Barrières (Simon François, conseiller du roi à la Rochelle, contrôleur des décimes du diocèse de Maillezais) avait eu ce fief du chef de sa femme Françoise Morisset, qu'il avait épousée le 7 août 1620. Son^e petit-fils (Simon François, écuyer, seigneur des Barrières, des Groix, de Grand-Champ, échevin de la ville de Niort), eut de Charlotte d'Arcemalle, neuf enfants, dont l'aînée, *Marie-Charlotte*, fut inhumée, le 7 février 1690, au cimetière de Pissotte. (*Reg. par.*). Avec *Antoine-Simon* (son second fils), écuyer, sgr des Barrières et de Grand-Champs, né le 9 sept. 1698, décédé, le 18 mars 1746, à Champagné-Saint-Hilaire (Vienne), sans laisser de postérité, s'éteignit la branche des Barrières.

(4) L'auteur de cette branche, *Etienne François* — fils puîné de Venant François et de Françoise Duboys, — avait épousé Marguerite Crullet (ou Creuillet). Il était décédé avant le 3 juillet 1574, laissant trois enfants dont l'aîné — *Pierre* — devint sieur du Temps. Cette « maison, terre et métairie » était située sur la paroisse de Chaillé-les-Marais. Sur Pierre François du Temps (élève et parent de François Viète, conseiller du roi, maire et capitaine de Fontenay, qui reçut chez lui Henri IV, lequel lui concéda le droit d'ajouter quatre fleurs de lys à ses armes et lui fit cadeau d'une médaille d'or), voir Beauchet-Filleau, *loc. cit.*, III, 568-69.

Temps et de la Boizatière (1), et de Marie-Anne Fleury (2), il était né vers 1686, si nous en croyons son acte d'inhumation — du 15 juillet 1751 (3) — qui le déclare âgé de « soixante et cinq ans ».

Licencié ès-lois, échevin de Fontenay, de 1726 à 1742, entre temps (1731-33), « maire et premier capitaine de la ville et faux bourgs de Fontenay-le-Comte » (4), il eut, de Catherine-Henriette Denfer, onze enfants, dont six naquirent au Pinier (5) et cinq à Fon-

(1) Fils de Pierre François, sgr du Temps, la Liolière, la Chésnelière, la Boizatière (en Saint-Hilaire-de-Voust), et de Françoise Dejean, décédée le 18 juin 1716. Echevin et maire de Fontenay (1687-1689), il se maria trois fois : 1° à Anne Miseau (19 juin 1680) ; 2° à Marie-Anne Fleury (8 avril 1682) ; 3° à Françoise-Hélène Brancheu (16 juin 1688). Sur cette dernière cf. ci-dessus, p. 244, n. 3.

(2) Fille de Pierre Fleury, s^r du Nizeau et de la Caillère (Gué-de-Velluire), conseiller du roi, lieutenant général des traites à Fontenay, et de Louise Vinet ; sœur de Mathieu Fleury, « prêtre desservant le prieuré de Saint-Nicolas de Fontenay ». (Beauchet-Filleau, *loc. cit.*, III, 448).

(3) « Le 15^e jour de juillet mil cinq cent cinquante-un, a été inhumé dans l'église de cette paroisse (de Pissot), le corps de Maître Jean-François François du Temps..., époux de damoiselle Henriette-Catherine Denfer, âgé de soixante et cinq ans ».

(4) « Ce fut sous son administration que fut restaurée la « Grande Fontaine », sur laquelle on voit encore ses armoiries et sous la voûte de droite l'inscription qui rappelle ce fait ». (Beauchet-Filleau, *loc. cit.*, III, 569).

(5) Naquirent au Pinier — et furent baptisés à Pissotte l'aînée et les quatre plus jeunes enfants : 1° *Henriette-Catherine-Hyacinthe*, — née le 9 février 1726, baptisée le 11 — qui eut pour parrain « M^{re} Hyacinthe-François, s^r du Temps, prieur de Payré-sur-Vendée, et pour marraine dame Françoise-Henriette Cambrai ; 2° *Marie-Rose*, née et baptisée le 22 septembre 1733 « par moi (Denfer), prestre et du consentement de Messire Mathieu Hudel » ; elle eut pour parrain son frère (François-Antoine) et pour marraine sa sœur aînée (Henriette-Catherine-Hyacinthe) « qui ne savent signer » ; elle épousa François Desavre, s^r de la Maisonneuve et mourut en 1802 (cf. ci-dessus, p. 240) ; 3° *Louise-Marthe*, niée et baptisée le 6 août 1735 (parrain : « Maître François Pichard, avocat au siège royal de Fontenay et ancien maire

tenay (1). C'est *Antoine-François*, sgr du Temps, qui hérita du Pinier et le fit reconstruire en partie (2). Il vécut sans alliance et décéda à la Solitude, le 17 mai 1785 (3). Il semble qu'entre temps — vraisemblablement au décès de sa mère (4) — il ait cédé à son frère cadet, *Pierre-Louis*, le domaine dont il n'était peut-être qu'en

de cette ville » ; marraine : « d^{elle} Louise Limousin, épouse de Maître René Chabirand de la Noue » ; elle décéda le 13 février suivant ; 4° *Marie-Radégonde*, baptisée le 23 décembre 1736 ; 5° *Françoise-Henriette*, baptisée le 8 mars 1739 : « le parrain a esté Louis François et la marraine damoiselle Françoise Nicolas, lesquels ont déclaré ne sçavoir signer *estant jeune* » ; 6° *Nicolas*, baptisé le 17 janvier 1741 ; (parrain : « Maître Nicolas Nicolas, s^r de la *Toumerie*, et la marraine d^{elle} Marie-Hélène Denfer).

(1) *Antoine-François* et *Marie-Anne* (13 avril 1727) ; *Jean-Louis* (28 juillet 1729) ; *Pierre-Louis* (15 octobre 1730) et *Jean-Baptiste-Augustin* (2 mars 1732), sieur de la Grange et du Pontreau. (Cf. ci-dessus, p. 240).

(2) Peut-être est-ce à lui que l'on doit la partie centrale du « château », qui subsiste à l'heure actuelle. L'aile de droite paraît être de construction plus récente (première moitié du xix^e siècle ?) ainsi que les « communs » qui occupent la partie gauche et s'étendent de la route au bâtiment central, avec un passage entre les deux... Jadis l'aile de droite s'avancait aussi jusqu'au chemin, achevant d'encadrer la cour d'entrée ; celle-ci est ombragée d'une double rangée de tilleuls plantés — il y a un demi-siècle — parallèlement à la grille et au chemin de Sérigné. Plus à l'est (et à la hauteur du bâtiment d'angle), s'élève un majestueux « pinier ». En arrière est le jardin potager ; au fond, le bois.

(3) « Le 19 mai 1785 a été inhumé le corps de M. Antoine-François François du Temps, âgé de cinquante-huit ans... en présence de M. Pierre-Louis-François François du Temps, d^{elle} Marianne François du Temps, sa sœur, MM. Du Pont de la Jonchère et Desaiivre, ses beaux-frères, dame Marguerite-Renée Gaudin, sa belle-sœur. — JOURDAIN DE BELLEVUE, curé de P. ».

(4) Catherine-Henriette Denfer, décédée au Pinier, le 3 janvier 1771, à l'âge de 69 ans, fut inhumée le lendemain. Le rédacteur de l'acte — M^{re} Hilaire-François Pougnet — ne nous dit point si ce fut dans l'église (avec « ses ancêtres »), ou dans le cimetière. (Voir ci-dessus, p. 154-55).

cendie signalait au loin l'approche de ces bandes que la tradition populaire a désignées sous leur vrai nom, en les appelant, « *colonnes infernales* ».

M. le curé des Clouzeaux crut bon, à leur approche, de quitter la paroisse de Chavagnes pour aller, d'après la tradition, se réfugier en celle des Essarts. Mais nous pensons que, sur ce point, la tradition s'est trompée de date et a, par suite, induit en erreur quelques historiens, dont les uns, trop pressés, font mourir M. Remaud en 1793. Cette divergence, sur l'époque de sa mort, ne doit pas nous surprendre. Quand le peuple veut parler d'une victime de la Révolution, il a coutume de dire qu'elle a été massacrée en 1793. Cette date désigne et résume pour lui, toute la période révolutionnaire. De là parfois de réelles difficultés pour découvrir les époques certaines de quelques morts subies pour la foi.

En ce qui concerne le curé des Clouzeaux, cette méprise populaire a été constatée. Plusieurs pièces, existant aux archives départementales de la Vendée, nous contraignent de retarder jusqu'à 1797 sa retraite en la paroisse des Essarts et, par suite, la date de sa mort, sans toutefois nous obliger à rien retrancher des circonstances qui l'accompagnèrent, sur lesquelles s'accordent et la tradition et les historiens.

Voici ces pièces :

La première est un

« Etat des prêtres réfractaires résidant dans le département de la Vendée et qui, sans avoir fait les déclarations prescrites par la loi du 7 vendémiaire an IV (1), exerçaient le culte, à l'époque où la loi du 19 fructidor (2) a été promulguée dans ce département... (Etat) dressé à l'administration centrale le 6 brumaire an VI (3) et expédié au ministre de la police générale (4) ».

Dans cette pièce, qui est le résumé officiel des rapports réclamés aux commissaires des cantons par le

(1) 29 sept. 1795.

(2) 5 sept. 1797.

(3) 27 oct. 1797.

(4) Arch. dép. de la Vendée, Lⁿ 276.

commissaire de l'administration centrale, se trouve, sous le n° 29, le nom de M. Remaud. Il est ainsi désigné :

« Remaud, de Chavagnes (Saint-Fulgent), ex-curé, réfractaire à toutes les lois, est constamment resté dans la Vendée ; a cessé toutes fonctions depuis la loi du 19 fructidor (1) ».

Cette fiche est bien réellement celle de M. Remaud, curé des Clouzeaux ; car deux autres fiches, dont l'une précède (n° 28) et l'autre suit (n° 30), concernent les deux frères Remaud, curé et vicaire de Chavagnes.

De cette pièce, il résulte que le curé des Clouzeaux était encore vivant le 27 octobre 1797, date de l'envoi au ministre du document précité ; qu'il avait refusé tous les serments, notamment celui du 7 vendémiaire an IV, par lequel devait être reconnue la souveraineté du peuple, avec soumission et obéissance aux lois de la République, et celui du 19 fructidor an V, qui était le serment de haine à la royauté ; que, nonobstant ces refus, il avait continué à exercer le culte en Vendée, d'où il n'était jamais sorti (2).

D'après cette pièce, d'une autorité incontestable, M. Remaud, que la tradition dit s'être retiré momentanément aux Essarts, lors de l'approche des colonnes infernales, serait revenu soit aux Clouzeaux, soit à Chavagnes où, à la faveur d'une accalmie succédant à la Terreur, il aurait repris publiquement l'exercice de son ministère sacerdotal. Tout semblait même devoir tourner à la paix définitive, quand survint inopinément le coup révolutionnaire du 18 fructidor an V (5 sept. 1797), qui remit en vigueur les lois les plus détestables de la Convention et obligea les prêtres à se cacher, comme en 1793. Une nouvelle chasse fut organisée contre eux en vue de leur déportation à la Guyane ; et telles furent la haine et la rigueur déployées alors contre leurs personnes que cette époque a pu être appelée par les

(1) Archiv. dép. de la Vendée, *ibid.*

(2) Cf. le titre de l'Etat (ci-dessus) des prêtres réfractaires.

historiens « la seconde Terreur ». Or, c'est justement pour faciliter la recherche des prêtres déportables, qu'au lendemain du 19 fructidor, la liste ci-dessus avait été dressée, d'après des rapports envoyés de chaque canton.

Une seconde pièce des archives départementales nous apprend qu'au reçu de cette liste provenant des administrateurs de la Vendée, le président du Directoire, Barras, prit, le 18 frimaire an VI (28 nov. 1797), un arrêté contresigné du ministre Sotin, par lequel il ordonnait la déportation immédiate du « nommé Remaud, prêtre réfractaire, de la commune de Maché ». C'était l'ancien vicaire de Chavagnes, devenu alors curé de cette paroisse. Ce premier arrêté le visait lui seul personnellement. Un second arrêté, du même jour, désignait pareillement treize autres prêtres réfractaires, parmi lesquels se trouvaient, au premier rang, « les deux Remaud de Chavagnes-en-Paillers (1) », dont l'un était le curé du lieu et l'autre ne pouvait être que le curé des Clouzeaux.

Bien que désignés pour la déportation, la plupart de ces prêtres échappèrent à la terrible loi. M. Jean-Baptiste Remaud fut de ce nombre. Une troisième pièce des archives départementales nous en fournit la preuve. Dans ce document intitulé :

« Etat général des prêtres réfractaires résidant en Vendée et dont la plupart exerçaient publiquement le culte, dans les cantons ci-devant insurgés, avant la loi du 19 fructidor an V »,

adressé au ministre, comme le précédent, M. Remaud est clairement désigné par le nom de sa paroisse. On lit dans ce document :

« Sont restés libres et n'exerçant pas : Augé, 76 ans... *Remaud aux Clouzeaux* », etc. (2).

Mais cette liberté dut être de courte durée et vrai-

(1) Archives dép. de la Vendée, *ibid.*

(2) Arch. dép. de la Vendée, *ibid.*

semblablement soumise à des conditions que ce bon prêtre ne put accepter. Après la Révolution de fructidor, tout exercice public du culte était interdit aux ecclésiastiques insermentés. Comme en 1793, ils ne pouvaient accomplir leur ministère qu'en secret et en se cachant. C'est ce que dut faire M. Remaud, dans sa paroisse. Les menaces et les poursuites recommencèrent partout contre les ministres fidèles. C'est alors que le pasteur des Clouzeaux, contraint de pourvoir à sa propre sûreté, se retira aux Essarts, à la Vrignonnière où les de Beaumont, propriétaires, avaient, dit-on, donné à leurs fermiers, nommés Jaud, l'ordre de le recevoir et de le cacher. Mais, nous l'avons dit, il n'y avait alors de paix et de sécurité nulle part et là où il venait avec l'espoir de sauver sa vie, M. Remaud trouva la mort. Voici en quelles circonstances.

L'histoire et la tradition racontent qu'il venait de dire la messe dans un grenier du logis de la Vrignonnière, quand on lui annonça l'arrivée d'un détachement de cavalerie républicaine. Il sortit pour s'assurer du fait, tomba au milieu du détachement et fut égorgé sur place. Les bourreaux lui arrachèrent la langue et mirent son corps en lambeaux. D'après un témoignage tout à fait digne de foi, ce bon prêtre fut tué d'un coup de sabre qui lui fendit la tête ; et ce qui donne du poids à cette tradition c'est que la fracture du crâne fut parfaitement reconnue par le médecin présent à l'exhumation du corps, faite vers 1840, et dont nous parlerons tout à l'heure (1). Une autre tradition dit cependant qu'il fut lâchement frappé par un traître d'un coup de balle dans le dos (2).

Bien que divergeants sur quelques circonstances de la mort, les récits, comme on vient de le voir, s'accor-

(1) Témoignage du père Raison, des Essarts, âgé de 64 ans en 1911, et dont le père avait exhumé le corps de M. Remaud. Ce Raison, père, est mort aux Essarts, le 26 déc. 1885, à l'âge de 78 ans. (Lettres de M. Brodu, vic. aux Essarts, et de M. Bertet, curé de St-Martin-des-Noyers (mai et août 1911).

(2) Lettres de M. Brodu, vic. des Essarts et de M. Bertet, curé de St-Martin-des-Noyers (mai et août 1911).

dent sur le fait principal et ne laissent place à aucun doute.

Dans son second Mémoire, l'abbé Remaud raconte ainsi la mort du curé des Clouzeaux. Après avoir donné les détails du massacre de M. Dolbecq, il ajoute :

« Peu de jours après, j'appris la mort du curé des Clouzeaux, Remaud Jean-Baptiste. Il s'était retiré momentanément dans la paroisse des Essarts. En sortant de dire la messe dans un grenier de la maison de la Vrignonnière, on vint le prévenir qu'il arrivait un détachement de cavaliers républicains. Il voulut aller s'assurer lui-même du fait ; il reçut la mort à l'instant et ceux qui (la) lui donnèrent, y ajoutèrent des cruautés inouïes ; on lui arracha la langue, après avoir mis son corps en morceaux ».

Dans deux passages de son premier Mémoire, le même chroniqueur affirme la réalité du massacre. Dans l'un, voulant faire connaître les prêtres retirés à Chavagnes auprès de lui, il fait suivre le nom de M. Remaud, curé des Clouzeaux, de ces mots très nets et très affirmatifs : « massacré depuis ». Et plus tard, quand, par suite de l'impossibilité de rester ensemble, ces prêtres furent obligés de se dire adieu, l'auteur ajoute : « Pour deux d'entre nous, M. Remaud, curé des Clouzeaux, et M. Dolbecq, curé de Sainte-Cécile, ces adieux furent éternels (1) ».

Le corps du martyr fut enterré dans une prairie voisine du logis de la Vrignonnière.

V

M. REMAUD REGARDÉ COMME MARTYR

Le fait de la mort violente de M. le curé des Clouzeaux est un fait d'histoire incontestable et incontesté.

L'affirmation très précise de l'abbé Remaud, son parent, son contemporain et aussi son commensal et son compagnon d'épreuves pendant quelques mois, affirmation consignée en deux passages d'un de ses *Mémoires*,

(1) Abbé Remaud, 1^{er} et 2^e Mémoire.

constitue, ainsi que nous venons de le dire, une preuve ferme, entourée de toutes les garanties d'authenticité désirables. La tradition, qui la renforce avec des détails circonstanciés, ne fait qu'ajouter à l'autorité de ce témoignage. D'ailleurs, le fait de cette mort, accomplie en des conditions si cruelles, avait frappé, dès le début, les populations de la contrée.

« L'attention et le respect des fidèles, dit le chanoine Prunier, restèrent tournés vers cette tombe vénérable et le peuple crut y voir comme un miraculeux rayonnement de gloire. C'est la tradition locale, dit M. l'abbé Grolleau, ancien curé-doyen des Essarts, chanoine honoraire, que de nombreux témoins ont aperçu, le soir, une lumière mystérieuse qui brillait sur les restes de ce prêtre immolé en haine de la foi (1) ».

Dans une lettre, datée du 22 octobre 1899, le frère Félix, de la Congrégation des Frères de l'Instruction chrétienne de Saint-Gabriel (2), affirme le même fait. « Bon nombre d'habitants de la Vrignonnière, dit-il, ont vu, le soir, une lumière à l'endroit où M. Remaud fut enterré. Une de mes sœurs m'a assuré avoir vu plusieurs fois cette lumière (3) ».

Le père Raison, des Essarts, âgé de 64 ans (en 1911) est aussi un témoin de la même tradition (4).

Un autre fait, non moins étrange, a pareillement impressionné nombre de personnes appartenant à la première moitié du siècle dernier : sur la tombe de M. Remaud l'herbe ne poussait pas ! et ce fait a toujours été interprété comme un indice de la sainteté de ce prêtre. Aujourd'hui encore le souvenir en est très vivant dans la paroisse ; « c'est même un fait de tradition publi-

(1) Chanoine Prunier, *Le Martyre de la Vendée*, p. 308.

(2) Dont la maison-mère, établie à Saint-Laurent-sur-Sèvre, a été transférée en Belgique, à la suite des lois d'expulsion des religieux. M. Grolleau, ancien curé-doyen des Essarts, dit du frère Félix : « Ce frère est d'une des meilleures familles des Essarts. Son témoignage, je crois, ne peut être révoqué en doute. Il est, du reste, l'écho de la tradition ». Lettre du 14 déc. 1900, aux archives de l'Evêché.

(3) Lettre citée par le Chanoine Prunier, loc. cit.

(4) Lettre de M. Brodu, vic. des Essarts, du 1^{er} août 1911.

que », disent les lettres qui nous ont été écrites à ce sujet (1) et l'on peut encore trouver des témoins (1911) pour attester le fait (2).

Vers 1840, Mme Jaud, propriétaire du manoir de la Vrignonnière, frappée elle aussi de ce phénomène, eut l'idée de faire exhumer le corps du martyr. On le trouva, dit la tradition, dans un état de parfaite conservation ; mais au premier contact, les chairs tombèrent en poussière et il ne resta que les ossements (3) qui furent transportés dans le cimetière de la paroisse. Plus tard, l'église paroissiale ayant été reconstruite et agrandie, la tombe du saint prêtre se trouva renfermée dans l'enceinte de l'église. Mais ces diverses transformations la firent malheureusement perdre de vue ; on la suppose actuellement près de la porte latérale du côté Nord. La translation aurait été accomplie par M. Papin, curé de la paroisse (4). Par raison politique sans doute, aucune solennité ne fut donnée à cette exhumation et aucun acte n'en fut dressé sur les Registres de la paroisse ; mais le fait de la translation n'en est pas moins certain ; la tradition populaire est très ferme sur ce point.

Lors de l'exhumation, le sacristain des Essarts détacha l'os du pouce qu'il garda comme une relique. Aujourd'hui l'os est en la possession de Mme la vicomtesse de Rougé (5).

Dans la paroisse, M. Remaud a toujours été regardé

(1) Lettres déjà citées.

(2) Les mêmes lettres. Comme témoin oculaire, on peut citer la mère Léger, des Essarts, qui avait 15 ans, lors de la translation et qui vit encore (1911). Le père Raison tient les mêmes détails de son propre père. « qui a désenterré » M. Remaud, en 1840. « L'herbe ne poussait pas sur la tombe et, la nuit, une lumière y paraissait ». Lettre de M. Brodu.

(3) Témoignage du frère Félix, dans la lettre déjà citée. Cf. Chanoine Prunier, loc. cit.

(4) Note fournie par M. Bourloton. Des traditions locales disent que la cérémonie fut faite par son vicaire, M. Goubant, qui quitta les Essarts le 18 déc. 1840.

(5) Des anatomistes disent que c'est l'os qui relie le pouce au poignet.

comme saint et comme martyr. Le fait de la translation de son corps en est un témoignage en quelque sorte palpable. Néanmoins, avec le temps, son souvenir s'est effacé parmi les jeunes ; mais il vit encore parmi les anciens (1).

Ce n'est pas sans raison que l'on a entouré de respect et de vénération le nom de ce bon prêtre ; car de l'histoire de sa vie, de son refus de serment si énergique et des circonstances de sa mort il ressort clairement que c'est *comme prêtre, et comme prêtre insermenté* qu'il fut massacré.

Que pouvait-on, en effet, reprocher alors à cet ecclésiastique ? L'accusation de soulever la Vendée, de fomenter la guerre, n'était plus recevable. Charette et Stofflet, les derniers grands chefs de l'armée vendéenne, n'existaient plus depuis dix-huit mois. La lutte avait, par suite, cessé dans le centre du département. Elle ne recommencera, et encore pour une courte durée, qu'en 1799. Le délit d'« instigateur » ne pouvait donc être relevé contre M. Remaud, en 1797, date de sa mort.

Nous ne voyons que trois griefs que l'on pût alors légalement invoquer contre lui. Après le coup d'Etat du 18 fructidor (an 5), qui est justement l'époque de son massacre, il y eut, en France, une recrudescence de haine et de fureur contre tous les ecclésiastiques fidèles. On peut en juger par cet extrait de la loi du 19 fructidor qui rouvrait l'ère de la persécution fermée seulement depuis onze jours :

« Art. 23. — La loi du 7 de ce mois, qui rappelle les prêtres déportés, *est révoquée*.

Art. 24. — Le Directoire exécutif *est investi du pouvoir de déporter, par des arrêtés individuels motivés, les prêtres qui troubleraient dans l'intérieur la tranquillité publique*.

Art. 25. — La loi du 7 vendémiaire, an 4, sur la police des cultes, continuera d'être exécutée à l'égard des ecclésiastiques, autorisés à demeurer dans le territoire de la République, sauf qu'au lieu de la déclaration prescrite par l'article 6 de ladite loi, ils seront *tenus de prêter le ser-*

(1) Lettre de M. Bertet, déjà citée.

ment de haine à la royauté et à l'anarchie, d'attachement et de fidélité à la République et à la Constitution de l'an 3 (1) ».

Cette loi draconienne fut appliquée avec une telle rage que cette époque a reçu, dans l'histoire, ainsi que nous l'avons dit, le nom trop bien mérité de « seconde Terreur ». On en voulait surtout aux prêtres qui refusèrent le nouveau serment. M. Remaud, qui n'avait pas accepté les autres, n'accepta pas davantage celui-là. Il encourut donc, de ce fait, la colère de tous les révolutionnaires. Dans l'« Etat des prêtres réfractaires, résidant dans le département, à l'époque du 19 fructidor » et donné ci-dessus, M. Remaud est signalé, en effet, comme « *réfractaire à toutes les lois (2)* ». Il n'en fallait pas tant pour amener contre lui les haines des patriotes. Contraint par la force, il avait alors cessé *publiquement* l'exercice du culte, mais, comme sous la première Terreur, il l'exerçait en *secret*.

Les seuls griefs que pouvaient avoir les meurtriers qui le frappèrent à mort et le mutilèrent ensuite si odieusement, n'étaient donc que les trois suivants : *de n'avoir prêté aucun serment, ou de ne s'être pas déporté*, ainsi que le voulait la loi, ou enfin *d'avoir, malgré le décret de fructidor, exercé secrètement le ministère sacerdotal*. Que l'on admette l'un ou l'autre de ces prétendus délits, c'est toujours *le ministre de Jésus-Christ* qui apparaît dans l'acte d'assassinat commis sur sa personne.

Le premier de ces griefs, le refus de serment, était, comme on le sait, une véritable profession de foi catholique et sacerdotale, un acte d'amour et d'union au Christ et à l'Eglise. Etre frappé pour ce motif, c'était tomber en martyr.

Le second, le refus de déportation, était la conséquence du précédent. La loi de déportation n'atteignait que les prêtres réfractaires à la *Constitution civile du clergé*. Le décret du 26 août 1792 était formel sur ce point.

(1) Duvergier, *Lois, décrets*, X. 45.

(2) Arch. dép. de la Vendée, L^a 276.

« Art. 1^{er}. — Tous les ecclésiastiques qui, étant assujettis au serment prescrit par le décret du 27 novembre, 26 décembre 1790 et celui du 15-17 avril 1791 (1), ne l'ont pas prêté ou qui, après l'avoir prêté, l'ont rétracté et ont persisté dans leur rétractation, seront tenus de sortir, sous huit jours, hors des limites du district et du département de leur résidence et, dans quinzaine, hors du royaume. Ces différents délais courront du jour de la publication du présent décret (2) ».

Etre mis à mort pour cause de non-déportation, c'était donc pareillement donner sa vie pour la défense de la foi, puisque c'est pour être resté fidèle à Dieu que l'on encourait la rigueur d'une telle sanction.

Le troisième grief, l'exercice, en secret, du ministère sacerdotal, malgré la défense portée par la loi, faisait aussi du prêtre une vraie victime de la persécution religieuse. Contraint de choisir entre Dieu et les hommes, il disait, comme les Apôtres : il vaut mieux obéir à Dieu.

On le voit, celui que massacrèrent à la Vrignonnière les séides de la Révolution, c'était *un prêtre* !

La Révolution avait soufflé la haine du Christ au cœur de tous ses adeptes. Dans le choix de leurs victimes, dans le genre de supplice qu'ils leur infligeaient, on retrouve, chez tous, ce flair satanique qui a été la caractéristique du régime révolutionnaire. L'acharnement que, dans la circonstance, les meurtriers mirent à mutiler le corps de M. Remaud, prouve qu'ils avaient, à le mettre à mort, un motif particulier de haine. Et ainsi s'est réalisée, en sa personne, la parole du divin Sauveur : « Il viendra un temps où l'on vous livrera à la tribulation, où l'on vous mettra à mort et où vous deviendrez un objet de haine pour tous les peuples, à cause de mon nom (3) ».

Ajoutons que la Providence avait admirablement préparé ce prêtre au sacrifice de sa vie par le saint sacrifice de la messe qu'il venait de célébrer. C'est donc

(1) Ces divers décrets ont tous trait au serment imposé par la *Constitution civile du clergé*.

(2) Duvergier, *Lois, décrets*, etc. IV. 423.

(3) Math. XXIV, 9.

presque dans l'accomplissement d'un acte de son ministère qu'il succomba, victime de son attachement inébranlable à l'Eglise catholique et à la cause sacrée de la religion.

Les historiens impartiaux, qui ont parlé de ce prêtre, dans leurs récits sur la Révolution, en Vendée, n'ont pas manqué de rappeler les circonstances de sa mort, et plusieurs le fait de son exhumation. Pour eux tous, ces détails sont authentiques et le courageux pasteur des Clouzeaux est, à leurs yeux, un vrai martyr (1).

VI

BIBLIOGRAPHIE

Imprimés :

Bourlonton et Pondevie, *Jean-Baptiste Remaud, curé des Clouzeaux*, dans *Revue du Bas-Poitou*, année 1899, p. 339.

Baraud, *Le clergé vendéen, victime de la Révolution*, T. I, p. 345.

Chanoine Prunier, *Le Martyre de la Vendée*, p. 308.

Beauchet-Filleau, *Le Clergé du Poitou en 1789*, p. 80.

Chassin, *Les Pacifications de l'Ouest*, T. III, 92, 95, 99.

Chassin, *La Préparation de la guerre de Vendée*, T. III, 428.

Teillet, *Le Livre d'or de la Vendée dans Semaine Catholique*, année 1904, p. 310.

D^r Mignen, *Paroisses de Montaigu*.

D'Agours, *Documents inédits*, passim.

Gourraud, *Notice sur Chavagnes*. (Ann. de la Soc. d'Em. de la Vendée (1876).

Aillery, *Chroniques paroissiales*, I, 361-2.

Bourgeois, *La Vendée historique* (1907), p. 97 et sq.

Manuscrits :

Arch. nat. *La Vendée*, n° 33, 1^{re} D^{on}, 12 nov. n° 2657.

(1) Cf. Pondevie-Bourlonton, abbé Baraud, chanoine Prunier, abbé Teillet, abbé Remaud, Bourgeois, A. Bitton, indiqués au chapitre VI, *Bibliographie*, et autres.

Arch. dép. de la Vendée, L, 276 ; 994 bis.

Registres paroissiaux de Chavagnes-en-Paillers.

id. des Clouzeaux.

Abbé Remaud, *Ma vie pendant la Révolution* (1^{er} Mémoire).

Du même : *Rapport sur la persécution de la Religion et de ses ministres, dans la Vendée, pendant la Révolution, présenté à Monseigneur l'Evêque de la Rochelle*. (2^e Mémoire).

(A la Biblioth. de Nantes, Fonds Dugast-Matifeux, 2^e série, n^o 27).

Registre de visites de Mgr de Mercy (1777-1778).

A. Collinet, *Mémoires*, 12^e cahier.

A. Biton, *Le clergé vendéen sous la Révolution*, 1^{er} cahier, *Les Clouzeaux*. (A la Biblioth. de la Roche-sur-Yon).

Lettres particulières.

CHARLES SERVANT

curé de Belleville

CHARLES SERVANT

curé de Belleville

I

M. CHARLES SERVANT, CURÉ DE BELLEVILLE SON REFUS DE SERMENT

M. Charles Servant était originaire du diocèse de Luçon (1) ; mais du lieu de son origine, de sa famille, de la date de sa naissance nous n'avons trouvé aucune trace (2). Nous savons seulement qu'il avait un frère, portant le nom de Jean, lequel devint prêtre et supérieur de l'Oratoire, à Saumur. Ce menu détail semble indiquer que les deux frères virent le jour dans un milieu où la foi chrétienne jetait un vif éclat. La fermeté particulière que Charles montra à rejeter les innovations religieuses de la Révolution, nous paraît aussi confirmer cette hypothèse.

Ce prêtre ne nous est connu que comme curé de Belleville, paroisse renommée, sinon par le chiffre des habitants, du moins par les titres et le prestige de ses anciens seigneurs. Il y succéda, en 1764, à M. Mathurin Gibotteau, prieur-curé du lieu. Le premier acte de son ministère pastoral porte la date du 26 novembre (3). M. Charles Servant s'attacha à cette paroisse, qu'il dirigeait encore au moment de la Révolution. Sa vie, comme celle de tous les bons prêtres, remplissant l'office de pasteurs à la campagne, s'y écoula vraisemblablement sans bruit, dans l'accomplissement fidèle de ses devoirs. Aucun fait, relatif à l'exercice de ses fonctions pastorales, n'est parvenu jusqu'à nous. Il était réservé

(1) Dans une lettre du 3 mars 1791, aux représentants du département de la Vendée, M. Jean Servant, son frère, les appelle « mes chers compatriotes ». (Chassin, *Préparation de la Guerre de Vendée*, I. 179).

(2) Des auteurs disent sa famille alliée à celle de M. Audé, ancien conseiller de préfecture. (*Chroniq. paroiss.* VI, 668).

(3) Registres paroissiaux de Belleville (Greffé de la Roche-sur-Yon).

à la Révolution de mettre en relief la grandeur et la fermeté de son âme.

C'est, comme on le sait, dans les premiers mois de 1791 que fut mis à exécution le décret du 27 novembre 1790, soumettant tous les prêtres en fonctions à la loi du serment. Ce serment était celui de la *Constitution civile du clergé*. Cette œuvre impie qui bouleversait la constitution divine de l'Eglise, était schismatique et le serment, exigé des prêtres, présentait le même caractère. Aussi le Pape Pie VI ne tarda-t-il pas à condamner solennellement cette tentative criminelle par laquelle était poursuivie, en secret, la destruction même de l'Eglise.

M. le Curé de Belleville le comprit et aux officiers municipaux qui vinrent lui demander son adhésion à la formule sermentaire, il répondit courageusement par le *non licet* de l'Evangile. En faisant cette réponse, il montra un courage digne d'admiration ; car dans ce refus, dicté par sa conscience, il eut à combattre et à étouffer la voix de la chair et du sang. Son malheureux frère Jean, supérieur de l'Oratoire de Saumur, eut, en effet, la faiblesse de prêter le serment anti-catholique ; il prit même alors, parmi les assermentés, une attitude qui le désigna à la bienveillance des pouvoirs publics. Dès le 28 février, l'évêque constitutionnel de Maine-et-Loire l'avait choisi pour premier vicaire de son église cathédrale et le pauvre prêtre dévoyé lui avait envoyé de suite son consentement. Telle était sa triste situation, lorsque les électeurs de la Vendée, chargés, à la même date, d'élire un évêque pour leur département, jetèrent les yeux sur lui et lui donnèrent leurs suffrages. Jean Servant, de plus en plus sorti de la voie, ne recula pas devant l'acceptation des honneurs qui lui étaient offerts ; il n'y mit qu'une seule condition : celle où M. de Mercy, l'évêque légitime, ne se résoudrait pas à la prestation du serment, pour conserver son titre. Afin de connaître l'intention de ce dernier, il eut l'audace de lui écrire une lettre. On sait la réponse indignée que lui fit le prélat. Cette réponse fit-elle sur lui une vive impression ? Des influences agirent-elles en même temps, pour le détourner de l'acte sacrilège qu'il se proposait de faire ? On doit le croire ; et, parmi ces

nant la Sèvre. Ce réduit naturel lui sied à merveille. Longtemps sera visible sur la pierre du rocher le sang de ses âpres flagellations. Le 5 avril, jour des Rameaux, il gagne tôt la vieille église, s'agenouille devant la chapelle de la Vierge. Lorsque la procession qui précède la grand'messe approche de l'autel, Montfort, brusquement levé, se rend vers le porte-croix, saisit l'emblème du Christ et le tient jusqu'au tabernacle. L'assistance est grandement émue. Ce jour-là encore, on le vit dans la sacristie, après son sermon, s'entretenant avec une dame environnée de lumière.

Mgr de Champflour — évêque de La Rochelle — ne va-t-il pas venir présider une cérémonie de la mission par laquelle prélude l'apostolat de Montfort à Saint-Laurent ? Avec son remarquable génie de la mise en scène, le Père organise une démonstration éblouissante. Mais bientôt, une fatigue soudaine et violente le terrasse. Il lui en coûte de devoir assister à l'office pontifical. Il ne peut, en tout cas, songer à accompagner l'évêque au presbytère, avec les autres prêtres. Il gagne sa grotte misérable. Une pleurésie s'est manifestée. C'est un avertissement. La mort, qu'il a vue de si près tant de fois, depuis les années de Saint-Sulpice, rôde autour de lui insidieuse. Mais n'a-t-il pas promis de donner le sermon de vêpres ? A bout de forces et malgré la défense de ses proches, il se rend avec peine à l'église et on le regarde monter en chaire avec la crainte de ne l'en point voir redescendre. Son sermon traite de la douceur de Jésus. Cette douceur, dont, malgré les apparences, il avait donné tant d'exemples lui-même, il sait en parler, une fois de plus, avec un tel amour que l'auditoire verse des larmes. Puis on le voit retourner vers son sordide abri. Le mal s'aggrave encore dans les jours qui suivent. On insiste pour qu'il accepte un matelas. Il demande les derniers sacrements, qu'il reçoit avec une tendre dévotion. Par son testament, dicté le 27 avril, il désigne le Père Mulo, son confesseur, comme continuateur de son œuvre et protecteur de ses fondations. Il laisse entrer près de son chevet les paroissiens de Saint-Laurent. Le crucifix à la main, il se lève sur sa couche et chante avec enthousiasme le premier couplet de son cantique :

*Allons, mes chers amis,
Allons en Paradis !
Quoi qu'on gagne en ces lieux,
Le Paradis vaut mieux.*

Mais Satan ne lâche pas cette « vieille connaissance ». La lutte, plus effrayante que jamais, dure jusqu'aux tout derniers instants. On entend le moribond crier : « C'est en vain que tu m'attaques ; je suis entre Jésus et Marie ; j'ai atteint le terme de ma carrière ; je ne pécherai plus ».

Bientôt ce fut la fin. Le mardi 28 avril 1716, à huit heures du soir, Montfort se fixait dans l'éternité. La Vende allait naître de son dernier soupir ».

L. CHAIGNE.

CONFRERIE DE LA CHARITE
DE LA PAROISSE
DE NOTRE-DAME DE LA COUTURE

C'est avec plaisir que nous insérons ici l'intéressante étude, que nous a récemment adressée, sous ce titre, un des plus fidèles lecteurs de nos « *Archives* » (1).

Nous la publions d'autant plus volontiers qu'on ne saurait trop encourager la bonne volonté des jeunes ouvriers de l'histoire locale et que le mérite de celui-ci — nous pouvons le dire — est incontestable à plus d'un titre.

Par ailleurs, cette étude est fort instructive : elle nous fournit sur les œuvres d'assistance de l'ancienne France, et en particulier sur la constitution et le fonctionnement des « bureaux de charité », des renseignements de premier ordre.

L'auteur y analyse — en le citant fréquemment — le registre d'une confrérie paroissiale, qui nous la montre en pleine activité, à un moment de son histoire, c'est-à-dire durant la seconde moitié du XVIII^e siècle. Ce registre (2) — le seul qui ait échappé aux ravages du temps et des hommes — est le dernier d'une série qui

(1) M. Georges Richard, de Rosnay. Il consacre les loisirs que lui laisse l'exercice de sa profession manuelle, à l'étude de sa paroisse natale et des paroisses voisines, et possède une bibliothèque d'ouvrages vendéens et un petit musée régional qu'il s'applique à compléter et à enrichir chaque jour.

(2) C'est un cahier (de 23 cm. sur 16) recouvert en parchemin, comprenant 73 feuillets papier, dont 47 sont écrits (au recto et au verso) et les autres cotés en blanc. Ce manuscrit se trouve actuellement au presbytère de Rosnay ; mais il appartient à M. Th. L., qui le conserve comme un souvenir de famille.

M. l'abbé Grillard (alors curé de Rosnay) avait, il y a quelques années, attiré notre attention sur ce document. Il en avait même (en 1928) publié quelques extraits dans le *Bulletin paroissial*. Récemment (en 1935), dans le même bulletin, M. l'abbé Rocheteau — curé actuel — a consacré une étude substantielle au susdit registre ; et l'auteur de la présente notice tient à ce qu'il soit spécifié que le début de son article a été emprunté à ce travail.

devait en comprendre trois autres (1). On ne peut que regretter vivement la perte de ceux-ci, car nous sommes réduits, de ce fait, à hasarder des hypothèses sur la date et les circonstances de la fondation de la Confrérie de la Couture. Du moins celui qui reste a-t-il permis à M. Richard de faire revivre à nos yeux le charitable dévouement de ceux qui voyaient le Christ en la personne des pauvres et se souvenaient de la divine parole : « En vérité, tout ce que vous faites à l'égard des plus humbles de mes frères, c'est à moi que vous le faites » (2).

(1) Au dos du registre on lit le chiffre 4.

(2) Matt., XXV, 40.

N.-B. — L'auteur ne nous en voudra pas d'avoir ajouté quelques notes à son texte.

Les origines

A quelle époque remonte la fondation de la Confrérie de la Charité de la Couture ? (1) Nous savons qu'elle existait certainement à la date du 21 juin 1761, puisque la première page du Cahier de la Charité porte cette date, et qu'un mandement de Monseigneur l'Evêque ordonne aux habitants de la paroisse de se réunir ce jour-là afin de nommer un Procureur pour la Confrérie (2). Plus loin, dans ce même cahier des comptes de la Confrérie, on lit que M. Boulanger, curé de Mareuil, est délégué par M. Ganeau, vicaire général de Luçon, pour la vérification des comptes, qui n'avait pas été faite « depuis l'arrêté de compte fait par Monseigneur l'Evêque, en cours de visite, le 15 avril 1761, jusqu'au 25 mars de l'année 1771 ». Il est donc tout à fait vraisemblable que la Confrérie de la Charité existait bien avant l'année 1761, et que ce cahier inachevé, que nous possédons, et qui nous mène jusqu'aux troubles de la Révolution, est plutôt le dernier que le premier. Il est difficile toutefois de fixer l'époque exacte

(1) Le prieuré-cure de N.-D. de la Couture — appelé dans les plus anciens textes *B.-M. de Cultura* (qui en donne la véritable étymologie : *terre labourée*) — dépendait jadis de l'abbaye de la Trinité de Mauléon (Châtillon-sur-Sèvre), au diocèse de Maillezais. Cette paroisse est, depuis le Concordat, rattachée à celle de Rosnay. Les *Chroniques paroissiales* (T. II, p. 144), qui ne lui consacrent que quelques lignes, disent que « ce bénéfice était, avant la Révolution, le plus riche du diocèse ».

(2) Le texte de cette ordonnance — que nous n'avons pu retrouver par ailleurs — ne figure pas au registre.

L'évêque de Luçon était alors Mgr Claude-Antoine-François Jacquemet-Gaultier d'Ancyse. Il avait succédé (bref du 4 avril 1759) à Samuel-Guillaume de Verthamon de Chevaugnac (1737-1758).

Sur ces deux prélats, cf. La Fontenelle de Vaudoré (*Histoire du monastère et des Evêques de Luçon*, t. II, pp. 727-834) et du Tressay (*Histoire des moines et des évêques de Luçon*, t. III, pp. 238-290).

Mgr Gaultier d'Ancyse, décédé le 27 octobre 1775, dans sa maison de Châteauroux (près la Réorthie), eut pour successeur Mgr Ch.-Isid. de Mercy.

de sa fondation. Peut-être son origine remonte-t-elle à la venue des Lazaristes, fondés par S. Vincent de Paul, et établis à Luçon par Richelieu comme missionnaires, en 1638 (1).

Dans les documents que nous possédons, il n'est cependant pas fait mention de cette Confrérie sous les pastorats des différents curés de la Couture qui précédèrent Messire Hugues Folenfant, prieur-curé de ce temps-là (2).

(1) L'hypothèse n'a rien d'invraisemblable (cf. *Semaine Catholique de Luçon* (20 juillet 1907) et *Revue du B.-P.* (1911, pp. 42-43).

Nous croyons toutefois qu'il convient d'attribuer à Mgr de Barrillon l'institution de la Confrérie de Charité de la Couture, comme de celles d'un certain nombre de paroisses du diocèse de Luçon.

Cet évêque — qui gouverna le diocèse de 1671 à 1699, après Nicolas Colbert (1661-1671) — s'intéressa beaucoup aux œuvres d'assistance. « Non seulement, dit Mgr de Beau-regard, il versait d'abondantes aumônes dans les campagnes, mais il y établissait des confréries de charité. On en comptait à sa mort cent huit établies par ses soins. Toutes avaient des règlements et comptaient, parmi les administrateurs, les habitants les plus riches des campagnes... » (Voir La Fontenelle, *loc. cit.*, I, pp. 564 et 632-33).

Sur les « charités » de Bessay et de Rosnay (cf. *Chroniq. paroiss.*, II, 61 et 141).

(2) Voici pourtant un document intéressant, qui figure aux registres paroissiaux, sous la date du 17 juillet 1717, et qui montre que la confrérie existait déjà :

Il s'agit de l'inhumation (dans l'église) de « Messire Nicolas Babin, bachelier en théologie, *licentié ès loix*, chanoine régulier de l'ordre de Saint-Augustin de la Congrégation de Sainte-Geneviève de Paris et prieur curé de ce lieu..., lequel de son vivant a fourni et donné à l'église tous les beaux ornements qui s'y trouvent, tant ceux qui servent à parer les autels et pour les processions que pour l'usage des fonctions sacerdotales, *toutte* l'argenterie, vases sacrés et autres, à la réserve de la croix ; fait refaire le grand autel et mettre le tabernacle d'ébène qui y est et les deux petits autels ; fait boiser le dit chœur, fait faire la chaire, les fonts baptismaux et le confessionnal proche l'autel de Saint-Nicolas, le clocher et les deux cloches, l'horloge, et a basti une partie de la maison priorale... et a fait un fond pour la confrai-

Règlement de la Confrérie de la Charité

La première page du manuscrit de la Couture porte ce qu'il appelle « le Règlement de la Charité ». Un règlement devrait indiquer le but de la Confrérie, les moyens de le réaliser, les conditions requises pour pouvoir bénéficier de ses avantages. En réalité, le règlement de la Charité ne donne pas ces indications ; mais seulement la composition du bureau de la Charité, les noms de ceux qui dirigent la Confrérie et des dames qui sont chargées de transmettre aux nécessiteux les secours qu'elle distribue.

Voici les noms de ceux qui font partie du bureau de la Confrérie de la Charité au 21 juin 1761 :

« Le bureau de la Confrérie est composé de Messire Hugues Folenfant, Supérieur-né de la dite Confrérie.

« De M. des Touches, nommé Procureur de la Charité de la dite paroisse par une assemblée générale des habitants tenue par mandement du Seigneur Evêque, le 21 juin 1761.

« De Mlle Grimaud, nommée Supérieure dans la visite de Monseigneur l'Evêque.

« De Mlle Lenfant, conseillère (1) ».

Il ressort de ce qui précède que c'est le curé de la paroisse qui est de droit le Directeur de la Charité ; que le Procureur, celui est spécialement chargé des intérêts temporels de la Confrérie, de percevoir les revenus, de payer les dépenses, et d'en tenir les comptes, est nommé par l'assemblée des habitants ; que des personnes appelées « Sœurs de la Charité » ou « Dames de la Charité », sans être pourtant des religieuses, étaient nommées par le curé pour examiner les différents be-

rie de la charité de la dite paroisse et pour la fabrice et l'entretien d'un régent ».

M^{re} Charles-Hugues Folenfant administra la paroisse de 1745 à 1783, après M^{re} Henri Margariteau (1730-1733). Il eut pour successeur M^{re} Joseph Besnard (1783-1792), qui fut le dernier prieur-curé de N.-D. de la Couture, et périt, victime de la Terreur, à Poitiers, le 18^e mars 1794.

(1) C'est ainsi qu'elle est désignée au P. V. De fait elle se nommait Mlle *Folenfant* ; elle était la sœur du prieur-curé.

soins et pour distribuer les dons aux pauvres et aux malades.

Le 6 mars 1763, M. des Touches, procureur décédé, est remplacé par Duval de la Vergne (1).

Le 30 octobre 1768, Messire Alexandre Duval, écuyer, seigneur de la Vergne, est remplacé dans ces fonctions par Alexis Valoteau.

Ressources de la Confrérie

Comme il est écrit dans le livre des comptes de la Charité, les revenus de la Confrérie, en 1761, consistaient :

1° En une rente de 156 livres 5 deniers, due par M. Citoy de Biron et (nom illisible), notaire à Luçon (2).

(1) Louis-Alexandre Duval, écuyer, sgr de la Vergne, était le fils aîné de François-Alexandre, écuyer, sgr de la Vergne (Saint-Florent-des-Bois), fils lui-même de Gabriel, sgr de la Vergne, et de Marie Besselin. Sa mère — d'après Beauchet-Filleau (*Dict.*, III, 268) était Marie-Jeanne Bouhier (fille de René, sgr de Bourg-l'Abbé, et de Marie Servanteau de la Brunière), que François-Alexandre avait épousée « vers 1750 » (*ibid.*).

Louis-Alexandre était — depuis 1760 — trésorier de France au bureau des finances de Poitiers, lorsqu'il mourut. Son fils, Charles-Joseph, lui succéda, en cette qualité, le 17 novembre 1768. (Voir ci-dessous, p. 475, note 1).

« Nous ignorons, dit Beauchet-Filleau, le nom de sa femme ».

Sur la famille des Touches, le *Diction. des familles du Poitou* (1^{re} édition) ne fournit aucun renseignement.

Nous pensons qu'il est ici question de René-Joseph Sochet de Coupinson, chevalier, sgr des Touches, décédé à Luçon, le 22 décembre 1762, à l'âge de 68 ans, époux d'Antoinette de la Ville de Férolles des Dorides (cf. ci-dessous).

Son fils, Charles-René-Dominique, chevalier, sgr des Touches, chevalier de Saint-Louis, lieutenant des vaisseaux du roi (plus tard chef d'escadre), épousa, à Luçon, le 3 juillet 1770, Henriette-Aimée-Nicole de Mauras d'Hervy.

(2) Il s'agit vraisemblablement de Louis-Maurille de Citoys, écuyer, seigneur de Biron, né à Luçon, vers 1718, de Charles Citoys, sgr de la Touche-au-Blanc, et de Marie-Charlotte Yongues. Il avait épousé, le 26 février 1753, à St-

2° En une autre rente de pareille somme de 156 livres 5 deniers dûe par M. des Touches, à la place de M. l'abbé des Dorides (1).

3° En une rente de 40 livres payée sur les tailles de Fontenay.

Voici quelques détails sur ceux qui font partie du bureau de la Confrérie de la Charité et sur la perception de ces rentes notés avec soin par le Procureur de la Charité :

« Aujourd'hui, 6 mars 1763, dans l'assemblée des habitants de la paroisse de Notre-Dame de la Couture convoquée au son de la cloche en la manière accoutumée à l'issue de la grande messe paroissiale chantée par Messire Hugues Folenfant, prieur-curé dudit lieu, a comparu M. l'abbé Destouches (2), faisant tant pour lui que pour M. Destouches, son frère, et Mesdames ses Sœurs ; lequel a dit qu'il désire rendre le compte de procureur de la charité de la dite paroisse dont était chargé feu M. Destouches, son père, au procureur de charité nommé au lieu et place du dit seigneur Destouches, afin d'être déchargé du dit compte. Les dits habitants sous-signés et autres qui ne le savent, au nombre de la plus saine et meilleure partie, ont consenti que le dit seigneur abbé rendit ses comptes de la dite charité au dit nom, à Messire Duval de la Vergne, qu'ils ont nommé

Vincent-Fort-du-Lay, Françoise-Charlotte de la Forest-Groissardière, dont il eut au moins trois enfants, notamment *Alexis-Louis-Charles* (chevalier, sgr de Biron, etc...) et *Charlotte-Louise*, mariée (en 1785) à Philippe-Julien Barré, s^r de la Ricotière).

(1) Jules-Antoine de la Ville de Férolles, dit l'abbé des Dorides, prieur commendataire de Montjean, chanoine et grand vicaire de Luçon, prévôt des Essarts, décédé — dit Beauchet-Filleau (1^{re} édition, II, 805) — en octobre 1765, était fils de Guy-Pierre, chevalier, seigneur des Dorides et de Marie de Mauras (de Chassenon). Une de ses sœurs, Antoinette, avait épousé (1^{er} juillet 1723) René-Joseph Sochet, chevalier, sgr des Touches. (Voir la note suivante).

(2) L'abbé (Sochet) des Touches — vraisemblablement frère de René-Joseph Sochet, sgr des Touches, et oncle de Charles-Dominique Sochet des Touches, chef d'escadre (1727-1794).

pour être à l'avenir le procureur de charité de la dite paroisse par acte d'assemblée du *30 février dernier*... (1) les recettes faites par le dit feu seigneur Destouches jusqu'au jour de son décès s'étant trouvées monter à la somme de 950 livres et la dépense jusqu'au dit jour monte à la somme de 323 livres 8 sols 6 deniers, il reste net 627 livres que le dit seigneur abbé Destouches a aujourd'hui remis en présence de nous soussignés au dit seigneur de la Vergne... Fait à la Couture, les jour et an que dessus en présence de M. le Prieur du dit lieu. Signé : Folenfant, prieur-curé de la Couture, Nicolas Grimaud, François Chapaud, l'abbé Des Touches, Duval de la Vergne ».

« Le 23 mai 1765, j'ai reçu de M. l'abbé des Touches la somme de 156 livres 3 sols pour l'arrérage échu du mois de mars dernier, de la rente qu'il doit à la Fabrique et à la Charité de la paroisse de la Couture ».

« Au mois de juin 1765, j'ai reçu de M. Baudon, receveur des tailles de l'élection de Fontenay, la somme de 40 livres, pour l'année 1763, de la rente due sur les tailles de la dite élection... »

« Le 21 décembre 1765, j'ai reçu de M. Roy, 29 livres 14 sols, qui me reviennent pour la moitié de la rente des prés appartenant à la Fabrique et à la Charité de la paroisse des années 1764 et 1765 et autres petits profits qui se partagent entre la Fabrique et la Charité... ».

« Le 19 juin, j'ai reçu 18 livres 15 sols pour la moitié de la rente de deux journaux de prés appartenant à la Fabrique et à la Charité... »

« Aujourd'hui, 30 octobre 1768, nous, Jean Massé, laboureur, Nicolas Grimaud, syndic, René Cantet, Gabriel Pérocheau, Pierre Couteau, Pierre Beaupeu, Jacques Mady, Jean Bouard et plusieurs autres composant la plus saine partie des habitants de la paroisse de Notre-Dame de la Couture dûment assemblés au son de la cloche, étant en la maison du Prieuré du dit lieu, à l'issue des vêpres, en conséquence de la nomination faite de la personne d'Alexis Valoteau, l'un des dits habitants, pour procureur de la charité du dit lieu au

(1) C'est bien la date qui figure au procès-verbal. Il s'agit évidemment du *dernier jour* de février.

lieu et place de feu Messire Duval, seigneur de la Vergne, cy devant procureur de la même charité à l'effet de procéder à la réception du compte que les héritiers du dit feu seigneur de la Vergne doivent rendre... a ici comparu Messire Pierre-André Duval, ancien capitaine au régiment de Clermont (1), frère du dit feu seigneur Duval...

Signé : Folenfant, prieur-curé de la Couture, Duval du Retail, J. Le Roy, A. Valotteau, Nicolas Grimaud, syndic, René Cantet, Pierre Coutaud.

Le 1^{er} novembre 1769, j'ai reçu de Nicolas Grimaud la somme de 18 livres 15 sols pour du foin qu'il avait eu des prés de la Charité et de la Fabrique.

« Le 17 décembre 1769, j'ai reçu de M. Duval du Retail, une année d'arrérages de la rente qu'il doit à la Fabrique et à la Charité de la Couture, de la somme de 145 livres échue le 9 mars dernier ; lui avons donné quittance. M. le Fabriqueur recevra le terme prochain... »

« Le 20 avril 1770, avons fait l'ouverture des tronc, y avons trouvé 36 livres 4 sols, dont je n'ai reçu que 18 livres 2 sols ».

« Le 19 mars 1770, j'ai reçu de M. Citoy de Biron la somme de 156 livres 5 sols pour une année d'arrérages

(1) Pierre-André Duval, sieur du Retail — que Beauchet-Filleau (*Dict.*, t. III, p. 268) appelle André-René-Pierre, sgr du *Retard* (?) — était le 4^e enfant de François-Alexandre, écuyer, seigneur de la Vergne. Son frère Gabriel, sgr des Nélatonnières, fut capitaine au régiment de Piémont-Infanterie, puis lieutenant-colonel des milices. Le « feu seigneur » dont il est question ici devait être (voir ci-dessus), l'aîné des frères : Louis-Alexandre, écuyer, sgr de la Vergne, qui succéda à son père (29 juillet 1760) dans la charge de trésorier de France au bureau des finances de Poitiers. Cette dernière date laisse supposer que celle qu'indique Beauchet-Filleau pour le mariage de François-Alexandre : « vers 1750 », a tout lieu d'être inexacte. Louis-Alexandre eut pour fils Charles-Joseph — président de l'élection de Fontenay-le-Comte (1759) et trésorier de France à Poitiers (17 nov. 1768) — épousa « Marguerite-Renée de Gaultron ». Il fut « parain (6 janvier 1730 (?), à la Couture, du fils de Louis-Alexandre de Rossy, son cousin germain ».

de la rente qu'il doit à la Fabrique et à la Charité, au terme du 8 janvier dernier. M. Le Roy, fabriqueur, n'y a rien pris, à cause de la nécessité des pauvres... »

« Le 4 juin 1770, j'ai reçu de M. le Roy la somme de 75 livres faisant moitié de celle de 150 livres qu'il a payée à l'acquit de M. de Rosnay (1), à valoir sur les arrérages du legs pieux de 15 livres de rente à la Fabrique et à la Charité ».

« Le 4 juillet 1773, j'ai reçu de M. Pasquier 27 livres pour la moitié du prix qu'a été vendue la tonsure de deux journaux de pré de la Fabrique ».

« Le 27 février 1775, avons fait l'ouverture du tronc, dans lequel nous avons trouvé 16 livres 4 sols, que nous avons partagés, le sieur fabriqueur et moi, en présence de Mlle Lenfant ».

« Le 5 mars 1776, nous, Alexis Valoteau, procureur de la Charité, et M. Jean Marionneau, avons fait le compte *reciproque* tel qu'il suit :

Moi, dit Valoteau, dois à la Fabrique la somme de 159 livres 1 sol pour reliquat de compte du 13 novembre 1774, — plus celle de 19 livres 13 sols pour la moitié de la rente sur les tailles reçue le 9 mars 1775, — et finalement celle de 78 livres 2 sols 6 deniers faisant moitié d'une année d'arrérages de la rente due par M. d'Hervy, reçue le 20 mai 1775.

Ramenant les trois en une somme de 256 livres 16 sols 6 deniers, sur quoi le dit sieur Jean Marionneau, fabriqueur, m'a déduit la somme de 10 livres, que j'avais payée ».

Comment elle assistait les pauvres

D'après ce qui a été dit précédemment, on peut se faire une idée des ressources de la Confrérie et comment elles étaient perçues. Il serait intéressant de savoir l'usage qui était fait de ces revenus. Les secours distribués par la Charité consistaient quelquefois en

(1) Sur la famille de Vaugirard de Rosnay et en particulier sur René-Marie, lieutenant de vaisseau, qui se distingua, avec Du Chaffault, à la bataille d'Ouessant. Cf. Merland (*Biogr. Vend.*, t. IV) ; Chassin (*Préparation*, t. I, p. 11), etc...

espèces ; mais il se faisaient le plus souvent en nature : blé, vêtements, remèdes. Voici quelques exemples recueillis dans le *livre des comptes* de la Charité :

« Comme procureur des pauvres de la Couture, j'ai acheté 42 aulnes et demie de drap, pour habiller les plus pauvres et en grand besoin, particulièrement les enfants, en trois pièces, faisant les dites 42 aulnes à 26, 27 et 28 sols l'aulne, conformément au mémoire du Sieur Martineau, marchand, et du consentement de M. le Prieur de la Couture. — Le 5 septembre 1761, je les ai fait porter chez la Supérieure, Mlle Grimaud, qui les a distribuées conjointement avec Mlle Lenfant, aux pauvres qui en avaient le plus grand besoin ». — (Des Touches, procureur des pauvres).

« Le 17 février 1762, j'ai fait distribuer un tonneau de blé aux pauvres de la Couture, moitié méturre, moitié seigle, du consentement de M. le Prieur de la Couture et des Sœurs de la Charité, et selon leurs mémoires et billets, pour la somme de 75 livres ». — (Des Touches).

« J'ai donné 25 livres au maître d'école de la Couture, accompte sur les cent livres que l'on doit lui donner par an » (1).

« J'ai donné à Mlle Folenfant 16 livres 2 sols pour acquit d'un mémoire de Vexiau, boulanger à Mareuil, qu'elle avait payé de ses deniers, et pour des avances faites par elle pour le soulagement des pauvres de la paroisse ».

« Le 15 avril 1763, j'ai payé à M. le Prieur de la Couture 23 livres 4 sols pour les services et messes qu'il a dits et faits à l'acquit de la Charité pendant les années 1761 et 1762, suivant les fondations.

« Le 21 juillet 1763, j'ai donné à Mlle Lenfant 46 livres pour acheter de la laine pour faire l'étoffe pour habiller les pauvres ».

« Le 23 mai, j'ai donné à Mlle Lenfant 18 livres pour acheter des drogues pour les pauvres ».

(1) Le « régent » était alors payé par la *Fabrique* et par la *Charité*, les biens étant indivis. Ce devait être à cette date Pierre Martineau, lequel décéda, le 25 février 1770, âgé de 33 ans. Il avait épousé Marie-Thérèse Olivier.

« Le 23 avril 1770, j'ai payé à Mlle Lenfant, trésorière, 4 livres pour du bois qu'elle a acheté pour les pauvres.

« Le 7 octobre 1781, premier dimanche du dit mois, en l'assemblée des habitants de cette paroisse de la Couture, tenue à l'issue des vêpres, et annoncée à la grand'messe par M. le Prieur de la dite paroisse, il a été nommé pour Sœurs de la Charité les dames suivantes, savoir : Mme Coustaud, Mme Marionneau et Mme Grimaud. Mlle Folenfant, ancienne, a déclaré qu'elle continuera conjointement avec les susdites. La dite assemblée a été en présence de M. le Prieur, nominateur des dites Dames, de M. Festiveau, prêtre, et autres habitants, et de moi Alexis Valoteau, procureur de la Charité ».

« Aujourd'hui, dimanche 18 mai 1783, en l'assemblée des habitants de la paroisse de Notre-Dame de la Couture tenue à l'issue de la grande messe paroissiale en la manière accoutumée a été reçu pour maître d'école et régent la personne de M. Joseph Robreteau (1), auquel nous dits habitants avons promis lui payer pour gages la somme de cent livres par chacun an pour tout gage et par quartier qui commenceront à courir de ce jour et continuer d'années en années et de terme en terme, tant et si longtemps que le dit Robreteau occupera la dite charge. Comme il ne nous avait point apporté de mandement de Monseigneur l'Evêque pour occuper dans notre dite paroisse, néanmoins en présence du sieur Coutaud, Marionneau, fabriqueur, et de moi Valotteau, procureur de la Charité, il a été accepté de M. d'Hercé, chanoine (2), pour ce faire.

Nota. — Comme anciennement les régents de cet dite paroisse avaient coutume de monter l'horloge de la susdite paroisse sur le gage des cent francs susdits. Néanmoins, nous dits habitants sommes convenus de lui payer les dites cent livres et de payer à Jean Testard, sacristain, qui le monte actuellement, la somme de 15

(1) Il ne dut pas le demeurer longtemps, puisqu'on lit au registre de 1785 : « Le 15 mars fut inhumé au cimetière *Louis Bégaud*, régent, époux de Louise Renaud, âgé de 35 ans ».

(2) Il avait remplacé, en 1778, comme doyen du Chapitre, M^{re} Antoine-René Serin de la Cordinière († le 24 mai 1778).

livres par chacun an qui ont commencé à courir dès la Toussaint dernière.

A la Couture, jour et an susdits ».

« ...Le 30 janvier 1777, suivant acte passé par les notaires Maigret et Brouod, et actuellement conservé à la Mairie de la Couture, l'église de la Couture prêta 3.300 francs au Clergé de France, à 4 %, pour une rente annuelle de 132 francs. La somme fut payée « en louis d'or, d'argent et monnaies ayant cours ».

« Le 15 février 1784 (1), j'ai payé à Martineau, marchand, pour étoffes et façon, 24 livres 1 sol.

A l'infortuné Martineau, malade, un pain, 8 sols.

Le 4 avril, j'ai donné 1 livre 9 sols à *Daviète* (2) et à *Tétarde*, malade, pour de la viande.

Le 14 août, j'ai donné 5 sols à *Bouniotte*, tailleur, pour façon d'un gilet à la fille *Cantête*.

Le 10 septembre 1787, j'ai donné à l'orpheline *Blanchette*, pour hardes, 6 livres.

Le 3 janvier 1788, j'ai donné à *Bernière*, 3 aulnes de toile pour faire des chemises.

Le 2 août 1789, j'ai donné à M. Rousseau, médecin, pour les pauvres de la paroisse, 34 livres 15 sols ».

Le 19 du mois d'août 1789, j'ai été à Luçon, moi et le

(1) M^{re} Follenfant était décédé le 23 mai 1783. A la fin du registre de 1784, on lit cette curieuse note de M^{re} Besnard, son successeur : « J'ai pris possession du prieuré-cure de la Couture, le 22 juillet 1783, après m'être démis du prieuré-cure de Bouildroux... J'ai demeuré dans ce bénéfice durant 21 ans... Depuis que je suis titulaire de la Couture, j'ai fait bâtir la *maison* tout à neuf ; je l'ai placée proche la sacristie, tant pour être éloigné de la rue que pour avoir vue sur la prairie... La maison a des ouvertures de chaque côté. Je compte faire faire un apentis du côté de la Gauvinière, dans le bas duquel sera une décharge de cuisine, une chambre de servante et une *office* et un grenier sur tous ces appartements. A *cauté* je compte faire faire une galerie et au bout, du côté du jardin de la Gauvinière, les commodités. Je compte faire une autre terrasse et y planter une char-mille... ».

(2) Ce nom de famille et les suivants offrent une terminaison féminine suivant l'usage du temps : pour Daviet, Tétard, Bouniot, Blanchet, etc.

fabriqueur, exprès pour aller chercher l'argent de la fabrique et de la Charité (1). Nous n'avons rien rapporté.

« Le 23 août 1789 (écrit Valoteau), nous avons été à Luçon pour chercher les fonds de la rente... ».

« Le 5 septembre j'ai été à Luçon, moi et le fabriqueur, nous avons apporté la somme de 3.600 (2), que nous avons mis dans le coffre-fort de la Fabrique. Il y a une année de la dite rente de perdue (3) ».

« Le 8 décembre, M. de Rossi (4) s'est chargé de la somme de 3.600 livres, et il doit payer les intérêts de la dite somme ».

Mais M. de Rossi, pris de peur devant les excès de la Révolution, s'enfuit à l'étranger et ses biens sont confisqués. Le procureur de la Charité réclame ; voici enfin le dernier mot de son cahier :

« Le 18 décembre 1792, nous avons été à La Roche, au district, pour porter le contrat de la rente que M. de Rossi doit à la Fabrique et à la Charité. Le contrat est resté au district. Et pour mon voyage cent livres pour deux jours que nous avons passés ».

Ici s'achève le cahier.

Ces quelques exemples, pris parmi beaucoup d'autres, nous indiquent la diversité des secours accordés aux pauvres et aux malades par une charité active et désintéressée.

Georges RICHARD.

(1) D'où il suit que les 3.300 francs appartenaient aux deux.

(2) Probablement le surplus (300 fr.) représentait-il les intérêts échus.

(3) Cette note est corrigée dans la suite : « Le 21 novembre, j'ai été à Luçon chercher la rente qui est due à la Charité ».

(4) Il habitait la Callauderie.

